

POUR DIFFUSION :

À Washington (EST) : 10h00, le 23 janvier 2013

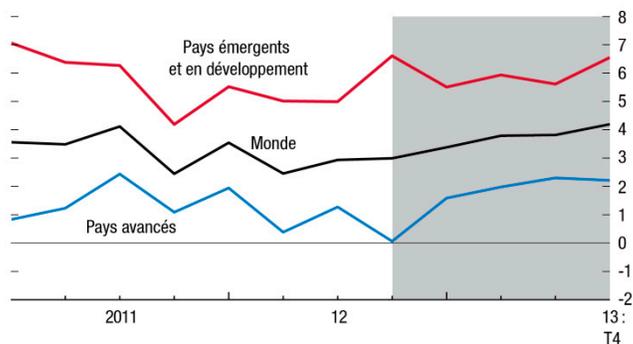
## La croissance mondiale s'accélérera progressivement en 2013

*Une accélération de la croissance mondiale est prévue en 2013, car les facteurs à l'origine de la faiblesse de l'activité mondiale devraient perdre de leur intensité. Cependant, on table sur un redressement plus progressif que prévu dans les projections de l'édition d'octobre 2012 des Perspectives de l'économie mondiale. Les mesures prises par les pouvoirs publics ont réduit les risques d'une crise grave dans la zone euro et aux États-Unis. Mais, dans la zone euro, le redressement après une contraction prolongée est différé. Le Japon est entré en récession, mais les mesures de relance devraient dynamiser la croissance à court terme. Certains pays émergents ont pris des mesures qui ont conduit à une légère accélération de la croissance, alors que d'autres continuent de faire face à une faible demande extérieure et à des goulets d'étranglement intérieurs. Si les risques de crise ne se matérialisent pas et si la situation financière continue de s'améliorer, la croissance mondiale pourrait être plus vigoureuse que prévu. Cependant, les risques de dégradation restent considérables, notamment un nouveau recul dans la zone euro et un rééquilibrage budgétaire à court terme excessif aux États-Unis. Il est urgent pour les pouvoirs publics de faire face à ces risques.*

La situation économique s'est légèrement améliorée au troisième trimestre de 2012 (graphique 1) : la croissance mondiale s'est accélérée pour avoisiner 3 %. Les sources principales de cette accélération sont les pays émergents, où l'activité s'est redressée plus ou moins comme prévu, et les États-Unis, où la croissance a été supérieure aux prévisions. Sur les marchés financiers, la situation s'est stabilisée. Les écarts de taux obligataires dans les pays de la périphérie de la zone euro ont baissé, tandis que les prix de nombreux actifs à risques, notamment des actions, ont augmenté à l'échelle mondiale. Les flux de capitaux vers les pays émergents sont restés vigoureux.

La situation financière à l'échelle mondiale a continué de s'améliorer au quatrième trimestre de 2012. Cependant, selon un large ensemble d'indicateurs de la production industrielle et du commerce mondiaux, la croissance mondiale n'a pas continué de s'accélérer. En fait, le redressement du troisième trimestre s'expliquait en partie par des facteurs temporaires, notamment une accumulation accrue des stocks (principalement aux États-Unis). Il masquait aussi des faiblesses anciennes et nouvelles. L'activité dans la périphérie de la zone euro a été encore plus déprimée que prévu, avec des signes de retombées plus marquées de ce fléchissement sur les pays du cœur de la zone. Au Japon, la production s'est encore contractée au troisième trimestre.

**Graphique 1. Croissance du PIB mondial**  
(En pourcentage; d'un trimestre à l'autre; annualisé)



Source : estimations des services du FMI.



**Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections***(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Sur un an						4 <sup>e</sup> trimestre à 4 <sup>e</sup> trimestre		
	2011	2012	Projections		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2012		Estimations 2012	Projections	
			2013	2014	2013	2014		2013	2014
<b>Production mondiale<sup>1</sup></b>	<b>3,9</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>
États-Unis	1,8	2,3	2,0	3,0	-0,1	0,1	1,9	2,4	3,2
Zone euro	1,4	-0,4	-0,2	1,0	-0,3	-0,1	-0,7	0,5	1,0
Allemagne	3,1	0,9	0,6	1,4	-0,3	0,1	0,6	1,3	1,1
France	1,7	0,2	0,3	0,9	-0,1	-0,2	0,3	0,3	1,2
Italie	0,4	-2,1	-1,0	0,5	-0,3	0,0	-2,4	0,1	0,4
Espagne	0,4	-1,4	-1,5	0,8	-0,1	-0,2	-1,9	-0,3	0,8
Japon	-0,6	2,0	1,2	0,7	0,0	-0,4	0,2	2,6	-0,1
Royaume-Uni	0,9	-0,2	1,0	1,9	-0,1	-0,3	0,0	1,4	2,0
Canada	2,6	2,0	1,8	2,3	-0,2	-0,1	1,3	2,2	2,3
Autres pays avancés <sup>2</sup>	3,3	1,9	2,7	3,3	-0,3	-0,1	2,0	3,5	3,2
Nouvelles économies industrielles d'Asie	4,0	1,8	3,2	3,9	-0,4	-0,2	2,4	3,9	3,8
<b>Pays émergents et en développement<sup>3</sup></b>	<b>6,3</b>	<b>5,1</b>	<b>5,5</b>	<b>5,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>5,5</b>	<b>5,9</b>	<b>6,2</b>
Europe centrale et orientale	5,3	1,8	2,4	3,1	-0,1	0,0	1,6	3,2	3,1
Communauté des États indépendants	4,9	3,6	3,8	4,1	-0,3	-0,1	2,4	4,3	3,4
Russie	4,3	3,6	3,7	3,8	-0,2	-0,1	2,4	4,4	3,4
Russie non comprise	6,2	3,9	4,3	4,7	-0,5	-0,1	...	...	...
Asie, pays en développement d'	8,0	6,6	7,1	7,5	-0,1	0,0	7,3	7,1	7,8
Chine	9,3	7,8	8,2	8,5	0,0	0,0	8,1	7,9	8,8
Inde	7,9	4,5	5,9	6,4	-0,1	0,0	5,4	6,0	6,4
ASEAN-5 <sup>4</sup>	4,5	5,7	5,5	5,7	-0,2	0,0	7,7	5,8	5,5
Amérique latine et Caraïbes	4,5	3,0	3,6	3,9	-0,3	-0,1	3,1	4,2	3,6
Brésil	2,7	1,0	3,5	4,0	-0,4	-0,2	2,1	4,0	4,1
Mexique	3,9	3,8	3,5	3,5	0,0	0,0	2,8	4,9	2,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,5	5,2	3,4	3,8	-0,2	0,0	...	...	...
Afrique subsaharienne <sup>5</sup>	5,3	4,8	5,8	5,7	0,0	0,1	...	...	...
Afrique du Sud	3,5	2,3	2,8	4,1	-0,2	0,3	1,5	4,2	4,1
<i>Pour mémoire</i>									
Union européenne	1,6	-0,2	0,2	1,4	-0,3	-0,2	-0,3	1,0	1,2
Croissance mondiale calculée sur la base des cours de change	2,9	2,5	2,7	3,4	-0,2	-0,1	2,1	3,1	3,3
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>5,9</b>	<b>2,8</b>	<b>3,8</b>	<b>5,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,3</b>	...	...	...
Importations									
Pays avancés	4,6	1,2	2,2	4,1	-1,1	-0,4	...	...	...
Pays émergents et en développement	8,4	6,1	6,5	7,8	-0,1	-0,1	...	...	...
Exportations									
Pays avancés	5,6	2,1	2,8	4,5	-0,8	-0,4	...	...	...
Pays émergents et en développement	6,6	3,6	5,5	6,9	-0,2	-0,2	...	...	...
<b>Cours des matières premières (en dollars)</b>									
Pétrole <sup>6</sup>	31,6	1,0	-5,1	-2,9	-4,1	1,3	-1,0	-3,3	-3,3
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des exportations mondiales de matières premières)	17,8	-9,8	-3,0	-3,0	-0,1	1,9	1,2	-4,2	-2,6
<b>Prix à la consommation</b>									
Pays avancés	2,7	2,0	1,6	1,8	0,0	0,0	1,8	1,6	1,8
Pays émergents et en développement <sup>3</sup>	7,2	6,1	6,1	5,5	0,3	0,2	5,1	5,1	4,6
<b>Taux du LIBOR à six mois (pourcentage)<sup>7</sup></b>									
Dépôts en dollars	0,5	0,7	0,5	0,6	-0,1	-0,1	...	...	...
Dépôts en euros	1,4	0,6	0,1	0,3	-0,1	-0,2	...	...	...
Dépôts en yen	0,3	0,3	0,2	0,2	-0,1	-0,1	...	...	...

Note : On suppose que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 12 novembre et le 10 décembre 2012. Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières.

<sup>1</sup>Les estimations et projections trimestrielles représentent 90 % des poids mondiaux en parité de pouvoir d'achat.

<sup>2</sup>Hors pays du G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et de la zone euro.

<sup>3</sup>Les estimations et projections trimestrielles représentent environ 80 % des pays émergents et en développement.

<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

<sup>5</sup>Les agrégats régionaux et mondiaux incluent le Soudan du Sud.

<sup>6</sup>Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2012 était de 105,08 dollars le baril; hypothèses, sur la base des marchés à terme, pour 2013 : 99,71 dollars le baril, et pour 2014 : 96,78 dollars le baril.

<sup>7</sup>Taux à six mois pour les États-Unis et le Japon. Taux à trois mois pour la zone euro.

Aux **États-Unis**, la croissance, qui sera supérieure à la tendance au second semestre de l'année, devrait atteindre 2 % en moyenne en 2013 (tableau 1). Ces prévisions sont plus ou moins inchangées par rapport à l'édition d'octobre 2012 des PEM, la situation économique sous-jacente restant conforme à la tendance. En particulier, les conditions favorables sur les marchés financiers et le retournement du marché immobilier ont contribué à améliorer les bilans des ménages et devraient conduire à un raffermissement de la croissance de la consommation en 2013. Cependant, les projections reposent sur les hypothèses figurant dans l'édition d'octobre 2012 des PEM, à savoir que la réduction automatique des dépenses sera remplacée par des mesures concentrées en fin de période et que le rythme de la contraction budgétaire (au niveau de l'ensemble des administrations publiques) en 2013 sera encore de 1¼ % du PIB.

Dans la **zone euro**, les perspectives à court terme ont été révisées à la baisse, bien que les progrès des ajustements nationaux et le renforcement de la riposte face à la crise à l'échelle de l'Union européenne aient réduit les risques extrêmes et aient amélioré les conditions de financement pour les pays de la périphérie. L'activité devrait se contracter de 0,2 % en 2013, au lieu de progresser de 0,2 %. Cela s'explique par les retards dans la transmission de la baisse des écarts de taux souverains et de l'amélioration des liquidités bancaires aux conditions d'emprunt du secteur privé, et par l'incertitude qui continue d'entourer la résolution de la crise en dépit des progrès accomplis récemment. En 2013, cependant, ces freins commenceront à se relâcher, à condition que les réformes prévues pour s'attaquer à la crise continuent d'être mises en œuvre.

Les perspectives de croissance à court terme du **Japon** n'ont pas été révisées à la baisse en dépit du retour de la récession. L'activité devrait progresser de 1,2 % en 2013, soit un taux plus ou moins inchangé par rapport à octobre. La récession devrait être de courte durée, parce que les effets des facteurs temporaires, tels que les subventions aux automobiles et les perturbations des échanges commerciaux avec la Chine, s'atténueront. Un vaste programme de relance budgétaire et un nouvel assouplissement de la politique monétaire, conjugués à un redressement de la demande extérieure et à un affaiblissement du yen, dynamiseront la croissance au moins à court terme.

Dans les **pays émergents** et les **pays en développement**, la croissance devrait s'élever à 5,5 % en 2013. Néanmoins, elle ne devrait pas atteindre les taux élevés qui ont été observés en 2010–11. Des politiques économiques de soutien ont contribué en grande partie à l'accélération récente de l'activité dans beaucoup de ces pays. Mais le manque de vigueur de l'activité dans les pays avancés pèsera sur la demande extérieure, ainsi que sur les termes de l'échange des pays exportateurs de produits de base, étant donné l'hypothèse d'une baisse des cours des produits de base en 2013 dans la présente *Mise à jour*. Par ailleurs, les possibilités de nouvel assouplissement de la politique économique ont été réduites, tandis que les goulets d'étranglement de l'offre et l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics ont freiné la croissance dans certains pays (par exemple, au Brésil et en Inde). En Afrique subsaharienne, l'activité devrait rester vigoureuse : un rebond de la production au Nigéria après des perturbations dues à des inondations devrait contribuer à une accélération de la croissance globale dans la région en 2013.

Dans ces conditions, les projections de cette *Mise à jour des PEM* impliquent que la **croissance mondiale** s'accéléra progressivement en 2013, pour atteindre 3,5 % en moyenne en taux annualisé, soit une légère amélioration par rapport aux 3,2 % de 2012, mais 0,1 point de pourcentage de moins que

prévu dans l'édition d'octobre 2012 des PEM. Une nouvelle accélération, à 4,1 %, est prévue pour 2014, en supposant que la reprise s'installe fermement dans la zone euro.

## **Il faut agir pour consolider le fragile redressement de l'économie mondiale**

Les impératifs décrits dans l'édition d'octobre 2012 des PEM restent d'actualité. La plupart des pays avancés sont confrontés à une double tâche. Premièrement, ils ont besoin d'un rééquilibrage budgétaire constant et durable. Deuxièmement, ils doivent poursuivre la réforme de leur secteur financier pour y réduire les risques. En s'acquittant de cette double tâche, ils contribueront à la reprise et réduiront les risques de dégradation de la situation.

La **zone euro** continue de représenter un risque considérable pour les perspectives de l'économie mondiale. En particulier, les risques d'une stagnation prolongée dans la zone euro augmenteront si la dynamique de réforme n'est pas maintenue. Les pays de la périphérie doivent poursuivre leur ajustement et les pays du cœur de la zone doivent soutenir leur effort, notamment en déployant intégralement les pare-feu européens, en utilisant la flexibilité offerte par le pacte budgétaire et en prenant des mesures supplémentaires pour mettre en place une union bancaire intégrale et approfondir l'intégration budgétaire.

Aux **États-Unis**, il faut en priorité éviter un rééquilibrage budgétaire excessif à court terme, relever promptement le plafond de la dette et s'accorder sur un plan crédible de rééquilibrage budgétaire à moyen terme, axé sur une réforme des droits à prestations et de la fiscalité.

Au **Japon**, il est prioritaire de continuer de chercher à accélérer la croissance et l'inflation à l'aide d'un assouplissement plus ambitieux de la politique monétaire, d'adopter un plan crédible de rééquilibrage budgétaire à moyen terme ancré par les augmentations des impôts sur la consommation en 2014–15 et de rehausser la croissance potentielle au moyen de réformes structurelles. Faute d'une solide stratégie budgétaire à moyen terme, le programme de relance comporte des risques importants. En particulier, la reprise résultant des mesures de relance pourrait s'avérer de courte durée, et les perspectives de la dette pourraient se dégrader sensiblement.

En **Chine**, pour assurer une croissance rapide et soutenue, il faut poursuivre les réformes structurelles axées sur le marché et rééquilibrer l'économie au profit de la consommation privée. Dans les autres **pays émergents et pays en développement**, les impératifs sont différents. De manière générale, il s'agit de reconstituer une marge de manœuvre macroéconomique. Il faut concilier les risques de dégradation extérieurs et les risques d'une augmentation des déséquilibres intérieurs. Dans certains pays où l'excédent extérieur est élevé et la dette publique faible, il s'agit de ralentir la croissance du crédit pour que son rythme soit plus tenable et de prendre des mesures budgétaires pour soutenir la demande intérieure. Dans d'autres pays, il convient de réduire davantage le déficit budgétaire, tout en durcissant progressivement la politique monétaire. Des mesures macroprudentielles peuvent aider à réduire les abus financiers qui apparaissent. Dans la **région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord**, de nombreux pays devront préserver la stabilité macroéconomique dans des conditions intérieures et extérieures difficiles.